

DOMAINE PUBLIC

Analyses, commentaires et informations sur l'actualité suisse

Un point de vue de gauche, réformiste et indépendant

En continu, avec liens et commentaires, sur domainepublic.ch

DP2025

Edition du 10 février 2014 DANS CE NUMÉRO

L'îlot de croissance assumée (Yvette Jaggi)

Lendemain de scrutins divers et variés

Brider l'attractivité de la Suisse pour maîtriser l'immigration? (Jean-Pierre Ghelfi)

Foire d'empoigne et choc frontal des cantons en perspective

Zurich: glissements à droite même dans les villes (Yvette Jaggi)

Il y a les grandes et les petites villes

Agriculture durable... pour les nantis (Albert Tille)

La souveraineté alimentaire des Verts: chère et isolationniste

Un portrait de Robert Hainard, artiste, naturaliste et philosophe (Pierre

Jeanneret)

«Robert Hainard. L'art, la nature, la pensée», film et DVD de 91 minutes, Fondation Hainard et Framevox Production, en coproduction avec la RTS, 2013

L'îlot de croissance assumée

Lendemain de scrutins divers et variés

Yvette Jaggi - 10 février 2014 - URL: http://www.domainepublic.ch/articles/25222

La Suisse veut juguler une immigration jugée *«massive»*. Mais dans le même temps, elle s'équipe pour y faire face. En effet, ce 9 février, diverses votations vont dans le sens d'une augmentation de la capacité d'accueil et de la mobilité.

Ainsi, le peuple et tous les cantons suisses à l'exception de Schwyz acceptent la création d'un fonds de 6,4 milliards de francs destiné au financement des infrastructures ferroviaires. Genève accepte la

densification des constructions dans diverses villes et communes du canton. Le canton de Zurich autorise ses communes à prévoir des plans d'«écozones» dans lesquelles les énergies renouvelables seront favorisées. Pour ne rien dire des crédits de construction et d'équipements votés dans les cantons et les communes du pays.

D'une part, on bloque la libre circulation des personnes et, de l'autre, on accepte les investissements nécessités par la croissance démographique.

Ce qui semble un paradoxe à l'échelle nationale trouve une certaine cohérence au plan local. Après tout, les citoyens de Chavannes-près-Renens ont refusé à 57,4% des votants l'initiative de l'UDC contre l'immigration massive, et approuvé à 61,1% l'aménagement d'une tour d'une centaine de mètres de haut et d'un quartier offrant 700 logements et un millier d'emplois.

Brider l'attractivité de la Suisse pour maîtriser l'immigration?

Foire d'empoigne et choc frontal des cantons en perspective

Jean-Pierre Ghelfi - 09 février 2014 - URL: http://www.domainepublic.ch/articles/25211

La pression n'est pas prête de retomber. Les questions d'immigration et de population étrangère vont rester au centre de l'agenda politique. Après la page (mal) tournée de l'initiative de l'UDC acceptée aujourd'hui, voici venir celle du comité Ecopop.

Les expériences faites aussi bien avec le système des contingents de main-d'œuvre autorisés à venir travailler en Suisse qu'avec la libre circulation des personnes en provenance de l'Union européenne depuis 2002 montrent que c'est la vitalité de l'économie qui dicte le rythme et le nombre de personnes que les entreprises souhaitent engager.

Si l'on considère que l'immigration est trop importante, ce n'est donc pas sur l'immigration qu'il faut agir, mais sur l'économie ellemême. Ce qui revient à dire qu'il faudrait parvenir à freiner ou à brider son dynamisme.

Les cycles conjoncturels

(périodes alternées de croissance et de récession) sont-ils suffisants en euxmêmes pour réguler les mouvements d'immigration et d'émigration? La Suisse a enregistré depuis les années 70 au moins cinq périodes de récession (milieu des années 70, début des années 80, première moitié des années 90, début des années 2000 et fin de cette même décennie), de sorte que la population résidante étrangère a augmenté en moyenne de

quelque 30'000 personnes par année (<u>DP 2024</u>) – la moitié moins que la moyenne de ces dix dernières années.

L'initiative «Halte à la surpopulation - Oui à la préservation durable des ressources naturelles» (dite Ecopop) prévoit que «la part de l'accroissement de la population résidant de manière permanente en Suisse qui est attribuable au solde migratoire ne peut excéder 0,2% par an sur une moyenne de trois ans». La limitation de 0,2% ne s'applique donc pas à l'augmentation de la population résultant de son accroissement naturel (naissances moins décès). Cet accroissement naturel, en moyenne au cours des quatre dernières décennies, s'est établi à 18'000 personnes par année. Le «solde migratoire» équivaut à une hausse annuelle nette de l'immigration de l'ordre de 16'000 personnes (0,2% de 8 millions).

Qui serait prioritaire?

Indépendamment de la (non)compatibilité de ce texte avec l'accord sur la libre circulation des personnes, l'initiative ne dit pas comment il faudrait agir pour parvenir à ne pas dépasser le chiffre de 16'000 personnes. L'application d'une restriction aussi sévère de l'immigration de main-d'œuvre étrangère donnerait lieu à des foires d'empoigne continues, tant les intérêts des entreprises et des cantons s'opposeraient frontalement, surtout en période de conjoncture favorable.

Si les postes disponibles étaient réservés en priorité aux personnes les plus qualifiées pour préserver le dynamisme du tissu industriel, technologique et scientifique du pays, des branches entières devraient être sacrifiées, comme la santé, la restauration, le tourisme, l'agriculture. Ou si la santé était jugée prioritaire, il ne resterait plus grand-chose pour les autres branches.

Certes, certaines régions pourraient recourir à davantage de main-d'œuvre frontalière (qui ne compte pas dans la population résidante). A moins que la main-d'œuvre frontalière, comme on l'observe depuis quelques années, ne devienne aussi présente dans des cantons non frontaliers. Plus généralement, on peut s'attendre à un développement de l'économie dite souterraine (travail au noir). Ce ne serait satisfaisant ni pour l'économie, ni pour les cotisations aux assurances sociales, ni pour les rentrées d'impôts.

Mission impossible?

Ces observations nous renvoient à notre remarque liminaire. Si l'on entend essayer de limiter l'immigration de la maind'œuvre étrangère, il faut agir sur l'attractivité de l'économie helvétique. Mais n'est-ce pas mission impossible? L'éducation et la formation des habitants de ce pays sont orientées vers la recherche du travail bien fait dans tous les domaines et dans les moindres détails. De plus, le niveau des

salaires en Suisse, assez nettement supérieur à ceux d'un grand nombre pays de l'Union européenne (<u>DP 2024</u>), exerce un fort effet d'attraction, encore accentué par la récente crise financière.

La première des mesures envisageables pour réduire l'attractivité de la Suisse consisterait à supprimer les avantages fiscaux accordés aux grandes entreprises qui viennent s'installer en Suisse, dont les cadres sont en grande majorité étrangers. La deuxième mesure serait de mettre fin à la concurrence fiscale entre les cantons pour attirer de «bons» contribuables suisses et étrangers. Mais on voit déjà la levée de boucliers des cantons qui invoqueraient une atteinte à leur souveraineté.

Vache sacrée?

Une troisième mesure toucherait ce que l'on appelle les mesures d'accompagnement pour éviter le dumping salarial. Il conviendrait en particulier de faciliter la procédure pour que le Conseil fédéral puisse déclarer les conventions collectives de travail de force obligatoires. Toutes les conventions collectives devraient au surplus contenir des salaires minimaux d'embauche suffisamment élevés pour permettre aux salariés de vivre décemment. Le patronat s'y est toujours opposé jusqu'à présent.

Cependant, le mois dernier, le président de l'USAM a déclaré

que ce thème n'était pas une «vache sacrée». Signe d'une évolution réelle? Il s'agirait aussi non seulement de renforcer la lutte contre la sous-enchère salariale, mais surtout de renforcer les sanctions, actuellement peu dissuasives, contre les employeurs qui ne respecteraient pas les dispositions légales ou conventionnelles.

Et ne revenons pas sur les questions liées à l'aménagement du territoire et à la politique des transports que *Domaine Public* a abondamment traitées au cours de ces derniers mois.

Le nœud de tous ces problèmes est qu'il n'existe pas de majorité politique pour les traiter avec sérieux et diligence. Au fond, peu de monde souhaite vraiment s'interroger sur le modèle de développement économique du pays, la répartition spatiale des activités économiques et la manière dont sont (mal) distribués les bienfaits de la prospérité tant vantée.

Ces questions sont en fait diablement complexes. Beaucoup plus simple, au final, de s'en prendre au nombre d'étrangers plutôt qu'aux entreprises qui les engagent.

Zurich: glissements à droite même dans les villes

Il y a les grandes et les petites villes

Yvette Jaggi - 10 février 2014 - URL: http://www.domainepublic.ch/articles/25218

Dans la plus grande ville de Suisse, la majorité rose-roug-verte installée en 1990 se maintient à l'exécutif (9 membres) comme au parlement communal (125). Mais à la municipalité, toujours présidée par la socialiste Corine Mauch, la démissionnaire verte Ruth Genner est remplacée par l'ancien modérateur de l'émission télévisée Arena et conseiller national Filippo Leutenegger, libéral-radical proche de l'UDC.

Au Conseil communal en revanche, les 38 socialistes et leurs alliés verts et membres de l'Alternative de gauche (AL) se retrouvent à 60 (+2) face à 49 représentants des partis bourgeois (22 UDC, 21 PLR et 6 PDC), avec 16 élus centristes (13 verts libéraux et 3 évangéliques) pour faire la

balance. Deux formations gagnent chacune trois sièges: l'AL grâce à la visibilité que lui vaut depuis l'an dernier son nouveau municipal Richard Wolff, et le PLR, qui semble se ressaisir.

A Winterthour, dont la présidence est passée il y a quatre ans du PS au PDC, la majorité a cette fois basculé avec le retour d'un UDC à l'exécutif, après douze ans d'absence. Les bourgeois sont donc à nouveau quatre sur sept. En revanche, au parlement local (60 membres) se retrouve le même rapport de forces de 22 roses-rouges-verts contre 24 représentants des partis bourgeois, sans oublier 7 Verts libéraux, 7 élus divers, dont un membre du Parti Pirate. Dans une situation financière difficile depuis deux

ans environ, la plus petite (103'000 habitants) des six grandes villes de Suisse entame une législature dans un climat politique plutôt pesant.

Trois autres villes du canton de Zurich viennent aussi de renouveler leurs autorités: Dietikon (24'200 habitants), Kloten (18'200 hab.) et Schlieren (16'700 hab.). Contrairement aux citoyens de la métropole et de Winterthour, ceux de ces trois villes ont, le même jour, approuvé l'initiative de l'UDC contre l'immigration massive, à des majorités comprises entre 53% et 60%, et conforté la majorité de droite dans leurs exécutifs et parlements respectifs.

A Dietikon, présidée par un libéral-radical, on compte tout juste un PS sur sept à l'exécutif et onze élus de gauche sur 36 au Conseil communal. A Kloten, située dans l'un des plus populistes-conservateurs districts du canton, le président reste UDC et la majorité demeure bourgeoise, tant à l'exécutif (cinq sur sept) qu'au parlement local (25 sur 32). Les roses-verts n'ont qu'à s'encourager. Situation à peine meilleure à Schlieren, avec un président de ville PS à la tête d'une municipalité à cinq bourgeois sur sept et avec un Conseil communal de 36 membres où les 27 élus bourgeois dominent largement.

Comme on le voit, le vote dit urbain est, d'abord, celui des grandes villes et métropoles (à l'échelle suisse s'entend bien). Les citadins des communes de moins de 30'000 habitants se comportent volontiers comme les résidents de bons gros villages.

Agriculture durable... pour les nantis

La souveraineté alimentaire des Verts: chère et isolationniste

Albert Tille - 04 février 2014 - URL: http://www.domainepublic.ch/articles/25185

C'est parti. La récolte des signatures pour l'initiative de l'<u>Union suisse des paysans</u> sur le renforcement de la production indigène de denrées alimentaires débutera le 11 février.

Petit retard pour les **Verts**. Leurs délégués ont adopté une initiative concurrente pour des denrées alimentaires produites de manière durable. La récolte des signatures ne commencera qu'en mai. Un troisième texte, celui du syndicat agricole minoritaire **Uniterre**, est en gestation. Une quatrième initiative de l'UDC annoncée l'automne passé ne verra pas le jour (DP 2015). Le parti «agrarien» l'a retirée au profit de celle, moins rigoureuse, de l'Union suisse des paysans.

Le texte de la grande centrale agricole est plus déclamatoire que contraignant. Il entend renforcer la production indigène, notamment en prenant des mesures contre la perte des terres cultivées. C'est déjà ce que prévoit la nouvelle loi sur l'aménagement du territoire en limitant la surface des zones à bâtir (DP 2019). L'initiative demande de diminuer les charges administratives sur l'agriculture et de garantir la sécurité des investissements. Elle est en revanche muette sur un renforcement des protections aux frontières.

L'initiative des Verts est moins précautionneuse. Pour que les Suisses consomment des denrées alimentaires sûres et produites dans le respect de l'environnement, des animaux et dans des conditions de travail équitables, les aliments importés devront répondre aux exigences appliquées à l'agriculture suisse. La Confédération pourra soumettre les produits étrangers à autorisation, elle pourra modifier les droits de douane et imposer des contingents.

En appliquant ces mesures, la Suisse ne respecterait pas les accords de l'OMC. En signant ce texte il y a 20 ans déjà, notre pays s'est engagé à ne pas aggraver les obstacles aux échanges des produits agricoles. Donc pas de nouveaux contingents ni de hausse des droits de douane, pas d'interdiction d'importations sauf pour des précautions sanitaires impératives. En cas de violation de ces engagements, la Suisse pourrait être condamnée à des rétorsions par l'organe de règlement des différends. Si, par exemple, la Confédération décidait d'interdire l'importation de poulets qui n'ont pas été élevés comme chez nous, la France ou tout autre pays obtiendrait, en compensation, le droit de bloquer l'entrée de certains produits agricoles ou industriels en provenance de Suisse. Belles guerelles en perspective entre les différents lobbies helvétiques.

Les Verts veulent que nous ayons une consommation saine et éthique. L'objectif est louable. Mais il renforcerait l'îlot de cherté de la Suisse (DP 2008). Restreindre étroitement l'importation des denrées alimentaires conduirait assurément à l'augmentation de nombreux prix. Et tant pis

pour les bourses modestes, contraintes de calculer étroitement leur budget alimentaire.

Aujourd'hui le consommateur peut choisir. Il peut décider de boycotter les poulets en batterie, les fraises produites par de vils exploiteurs. Il peut renoncer à des viandes venues d'outre-mer par des moyens de transports qui polluent. Il a loisir de privilégier la production indigène et même de proximité. Un étiquetage plus rigoureux faciliterait son choix. Mais pourquoi empêcher les nécessiteux de se nourrir à bon compte?

Un portrait de Robert Hainard, artiste, naturaliste et philosophe

«Robert Hainard. L'art, la nature, la pensée», film et DVD de 91 minutes, Fondation Hainard et Framevox Production, en coproduction avec la RTS, 2013

Pierre Jeanneret - 05 février 2014 - URL: http://www.domainepublic.ch/articles/25189

Robert Hainard (1906-1999) est surtout connu et apprécié du grand public comme peintre, graveur et sculpteur animalier. Mais ce genre artistique, par ailleurs souvent considéré injustement comme mineur, ne limite pas le personnage. Celui-ci fut aussi un véritable humaniste, un encyclopédiste, un naturaliste, un philosophe, dont la figure est inséparable de celle de son épouse Germaine (1902-1990), le grand amour de sa vie, ellemême peintre estimable.

Un beau film documentaire lui – ou leur – a été consacré par la journaliste Viviane Mermod-Gasser. Il faut relever d'abord les qualités de cet opus: la valeur des témoignages (parmi eux, ceux du fils et de la fille du couple, celui de Julien Perrot, fondateur à onze ans du journal La Salamandre, celui de Philippe Roch, ou encore ceux d'autres peintres de la nature);

la beauté des images; le bel usage qui est fait de la musique, interprétée au piano par Marc Pantillon; le rythme conféré par la réalisatrice à ce documentaire dont l'intérêt ne faiblit pas.

D'origine neuchâteloise, Robert Hainard fut d'abord un artiste, certes. Il en avait acquis la formation à l'Ecole des arts industriels. Ses représentations d'animaux en saisissent le mouvement, «l'âme». Elles peuvent rappeler parfois l'art rupestre du paléolithique: Hainard se sentait proche de cet esprit de communion avec la nature, qu'il voulait sauvage. Elles ont également trouvé dans l'art japonais une source d'inspiration, qui s'exprime dans ses quelque 900 estampes. Comme graveur sur bois, il a inventé des procédés originaux. Mais sur le plan strictement artistique, il faut dire qu'il a été de plus en plus

isolé et marginalisé, du fait de la prééminence croissante de l'art abstrait. Son œuvre, cependant, ne relève pas prioritairement de l'art pour l'art. Elle se veut une transcription de la nature, un hommage quasi panthéiste à celle-ci.

Robert Hainard ne fut pas un rêveur romantique, comme certains aquarellistes anglais du 18e siècle s'extasiant devant un paysage. Véritable naturaliste, il connaissait parfaitement le monde végétal et animal. Scientifique, il traduisait esthétiquement la nature avec poésie. Il n'est pas exagéré de dire qu'il fut l'un des grands prédécesseurs de l'écologie, même s'il ne l'appelait pas de ce nom. Philippe Roch, dans son vibrant témoignage, considère ce «fondamentaliste» (au sens positif du terme) comme son maître.

Ainsi Hainard fut-il très marqué par la canalisation du Rhône dans le canton de Genève, où il s'était établi: celle-ci avait pratiquement tué la nature sauvage... même si, paradoxalement, l'étang créé sur les reliquats du fleuve est devenu un centre ornithologique d'importance européenne. Comme quoi la nature, laissée à elle-même et non «protégée», reprend toujours le dessus.

Cet amour de la nature, cette osmose avec elle a conduit Robert Hainard à une véritable réflexion philosophique. Un aspect de son legs - car on oublie souvent qu'il a écrit plus de 20 ouvrages - qui est resté trop méconnu. Hainard n'était pas un réactionnaire, un apôtre du retour à la vie primitive, à la houe et au rouet! Il savait apprécier les découvertes techniques. Ce qu'il refusait, c'est l'expansion quantitative sans bornes. Cette œuvre écrite, mais aussi, indirectement, son travail artistique sont donc une réflexion sur notre civilisation et son rapport à la nature. Il voulait réconcilier le côté

rationnel et le côté sauvage de l'homme.

Bien plus qu'un aimable peintre de blaireaux, de renards et de lynx, ce à quoi certains aimeraient le confiner, Robert Hainard fut donc un artiste animalier extraordinairement précis, traduisant en images sa connaissance intime de la faune. Il reste aussi un maître à penser dont le souvenir suscite le respect et une profonde sympathie. Le film utile de Viviane Mermod-Gasser est là pour le rappeler.

Ce magazine est publié par <u>Domaine Public</u>, Lausanne (Suisse). Il est aussi disponible en édition eBook pour Kindle (ou autres liseuses) et applications pour tablette, smartphone ou ordinateur.

La reproduction de chaque article est non seulement autorisée mais encouragée, pour autant que soient respectées les conditions de notre <u>licence CC</u>: publication intégrale et lien cliquable vers la source ou indication complète de l'URL de l'article.

Abonnez-vous gratuitement sur <u>domainepublic.ch</u> pour recevoir l'édition PDF de DP à chaque parution. Faites connaître DP - le magazine PDF à imprimer, l'eBook et le site - autour de vous! Vous pouvez aussi soutenir DP par un <u>don</u>.

Index des liens

L'îlot de croissance assumée

Brider l'attractivité de la Suisse pour maîtriser l'immigration?

http://www.domainepublic.ch/articles/25171

http://www.admin.ch/ch/f/pore/vi/vis406t.html

http://www.domainepublic.ch/articles/25155

Zurich: glissements à droite même dans les villes

Agriculture durable... pour les nantis

http://www.securitealimentaire.ch/fr/l-initiative.html

http://www.gruene.ch/web/gruene/fr/les_verts/communiques/dv_140125.html

http://www.uniterre.ch/index.php/fr/campagnes/688-initiative-populaire-souverainete-alimentaire-2

http://www.domainepublic.ch/articles/24705

http://www.domainepublic.ch/articles/24933

http://www.domainepublic.ch/articles/24299

Un portrait de Robert Hainard, artiste, naturaliste et philosophe

http://www.framevox.com/index.php/fr/realisations/productions-en-cours/111-documentaire-en-cours-fondation-robert-hainard-91-mn